



## **Stop au massacre des kolbars en Iran !**

Les 8 à 10 millions de Kurdes qui habitent les régions kurdes d'Iran, subissent une forte répression de la part du régime iranien, qui empêche férocement toute contestation politique et toute revendication d'auto-détermination. Pour maintenir la population dans la précarité, il a bridé le développement économique de la région, n'y installant quasiment aucune industrie et orientant la production de ressources principalement dans l'intérêt des régions centrales. Le chômage y est endémique, nombre de jeunes devant quitter la région et gagner les grandes villes pour espérer trouver un emploi.

C'est la frontière Irak-Iran qui génère la seule alternative économique pour une grande partie de la population du Rojhelat (Kurdistan D'Iran) : le kolbari, c'est à dire les échanges transfrontaliers de marchandises entre l'Irak et l'Iran ainsi qu'entre Turquie et Iran, à travers les montagnes, portées à dos d'homme ou de mule. Au prix de risques élevés, ce sont toutes sortes de biens qui transitent ainsi entre les deux pays : des couches pour bébé aux appareils électroménagers, en passant par les vêtements, couvertures, les pneus de voiture, le thé, antennes paraboliques, cigarettes, alcools... Ces marchandises vont ensuite alimenter les marchés des grandes villes du pays. Tout le long de la frontière, des milliers de travailleuses et de travailleurs, dont des enfants, font le trajet chaque jour au péril de leur vie pour gagner à peine de quoi faire vivre leur famille. Ces familles perdent toute source de revenus en cas décès ou de blessures. L'activité des kolbars se situe dans une zone grise, soumise aux aléas politiques et au bon vouloir des autorités : parfois légale, parfois tolérée, parfois illégale. Ainsi, outre les dangers de la montagne et des mines qui infestent le sol, les garde-frontières tirent à vue sur les kolbars, faisant chaque semaine de nouvelles victimes (79 tués et 165 blessés, dont 57 par balles sur l'année 2019). Les garde-frontières sont rarement jugés pour ces meurtres. Ils vont jusqu'à abattre les mules utilisées pour le transport. Des centaines de kolbars sont également emprisonnés ou doivent payer de lourdes amendes.

Les Kolbars subissent à la fois l'impact des Etats-Nations et de leurs politiques assimilatrices sur les Kurdes en Iran, et à la fois l'effet néfaste des sanctions des USA sur l'Iran, qui ne font que précariser davantage des populations déjà maintenues sous pression par le régime.

Les organisations syndicales françaises FSU et Solidaires, attirent l'attention des travailleuses et des travailleurs, et de la communauté internationale sur la catastrophe humanitaire et sociale que représente la situation des Kolbars. Nous demandons au gouvernement iranien de cesser la répression à l'encontre des Kolbars, notamment les assassinats à la frontière, de les considérer comme des travailleurs légitimes afin et qu'ils bénéficient des droits et de la sécurité afférents.

Paris, le 21 Juillet 2020

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires